

Discours du Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République de Guinée, le Commandant Keletigui Faro, à la 20^è session annuelle du Forum crans Montana.



Friday, 26 June 2009 11:59

Monsieur le Président du Forum Crans Montana,

Monsieur Louis MICHEL, Représentant de la Commission européenne,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,



Distingués Participants,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier chaleureusement le Président de Crans Montana Forum de m'avoir invité à cette 20^{ème} session annuelle du Forum qui nous réunit ici à Bruxelles, siège de la Commission européenne.

La présente rencontre est à mes yeux une véritable occasion d'évaluer le parcours de Crans Montana Forum pendant les 20 dernières années. Elle offre aussi une plate forme de discussions et

d'échanges d'expériences constituant ainsi un forum du donner et du recevoir.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Je n'envisageais pas de faire un discours mais je m'en voudrais de ne pas présenter, à la faveur de la présente rencontre, la situation de mon pays qui, comme vous le savez est en période de transition.

Je me fais donc l'agréable devoir de présenter très succinctement le contexte dans lequel les forces armées ont pris le pouvoir en Guinée avant de dégager les objectifs que s'est assignés la nouvelle instance dirigeante du pays, je veux nommer le Conseil National pour la Démocratie et le Développement (CNDD). Par la même occasion, je ne manquerai pas de faire le survol des derniers développements ainsi que les difficultés rencontrées et les perspectives avant de déboucher sur la nécessité impérieuse d'un soutien financier accru de l'Union européenne et des autres partenaires au processus de transition en Guinée.

I. Contexte :

Depuis plusieurs années, la Guinée se trouve confrontée à une situation économique, sociale et politique, caractérisée par un faible taux de croissance économique annuel de 2,3% contre 3,1% de croissance démographique, un PIB/ ht limité à 321\$ US en 2006 contre 415 \$ en 2003. Quant à l'inflation en glissement annuel, elle est passée de 5,4% en 2002 à 39,1% en 2006, contribuant ainsi, à une détérioration accentuée du pouvoir d'achat des populations.

En outre, cette situation a été aggravée par la mauvaise gouvernance, l'impunité, , les dérapages importants dans la gestion économique et financière : corruption, détournement des deniers publics, manque de transparence dans la gestion des ressources naturelles, le déficit de dialogue politique et

social etc..... A ces contres performances s'ajoute une baisse drastique des recettes d'exportation et des financements extérieurs entraînant ainsi une forte accumulation d'arriérés extérieurs de paiement.

La persistance de ces différents problèmes s'est traduite par :

- (i) de graves conséquences sur les conditions de vie des populations, notamment par un accroissement considérable de l'indice de la pauvreté qui a atteint 53,6% en 2006 contre 49% en 2002 ;
- (ii) la perte de confiance entre les différents acteurs (syndicats, société civile, partis politiques et gouvernement et
- (iii) des mouvements sociaux suite aux grèves déclenchées par l'inter syndicale en Juin 2006 et Janvier – Février 2007 avec des pertes en vies humaines et des dégâts matériels importants.

C'est dans ce contexte explosif que le CNDD (Conseil National pour la Démocratie et le Développement) a pris le pouvoir le 23 décembre 2008 suite à la disparition de l'ancien Chef d'Etat le Général Lansana CONTE.

Cette prise du pouvoir qui s'est déroulée sans effusion de sang a aussitôt bénéficié du soutien spontané et de l'adhésion massive des populations guinéennes sur toute l'étendue du territoire national.

Fort de la ferveur populaire et de l'allégeance consensuelle des forces vives, le CNDD a vite engagé un dialogue inclusif avec ces dernières.

Aussi, un Groupe International de Contact sur la Guinée (GIC/G) a été mis en place le 30 janvier 2009, lors de la réunion consultative d'Addis Abeba pour des évaluations périodiques du processus de transition.

Sur le plan de la moralisation de la vie publique, le CNDD et le Gouvernement ont engagé des actions vigoureuses de lutte contre la corruption, le détournement de deniers publics et le trafic de drogue.

II. Objectifs

L'objectif global est d'appuyer le processus de transition à travers les 3 principaux axes :

- (i) Renforcement du cadre institutionnel et juridique de la transition ;
- (ii) Renforcement de l'autorité de l'Etat à travers la promotion de l'Etat de droit ;
- (iii) Relèvement socioéconomique du pays à travers la protection des groupes vulnérables.

Ces axes sont déclinés en 7 composantes majeures qui sont :

1. Reformes institutionnelles et juridiques;
2. Elections libres et transparentes;
3. Consolidation de la paix et de renforcement de la sécurité intérieure ;

4. Lutte contre la drogue, le grand banditisme et la poursuite des audits;
5. Renforcement de la justice et protection des droits de l'homme ;
6. Réforme du secteur public et lutte contre la corruption ;
7. Amélioration de l'offre et de la qualité des services sociaux de base.

III. Actions urgentes :

Le gouvernement veut promouvoir l'Etat de droit et conduire une transition apaisée en menant les actions suivantes :

L'organisation d'un forum national sur la transition débouchant sur l'adoption d'une feuille de route consensuelle définissant le chronogramme de la transition et les responsabilités des différents organes ;

La mise en place des différents organes de transition ;

La révision de la Loi fondamentale et des principales lois organiques ;

La mise à disposition d'experts internationaux et nationaux dans les domaines prioritaires de la transition ;

Le renforcement des capacités institutionnelles et techniques des principaux organes de transition y compris le cabinet du Premier ministre et le Secrétariat permanent du CNDD

Le renforcement du travail gouvernemental à travers la modernisation du secrétariat général du gouvernement (SGG), de la Présidence de la République et la mise en place d'un système intégré de gestion Administrative et Financière de l'Etat ;

La moralisation de la gestion et la modernisation de l'Administration publique par l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Autres actions urgentes :

- La réforme des forces de défense et de sécurité ;
- La satisfaction des besoins prioritaires des populations en l'occurrence la desserte en eau potable, la fourniture d'électricité et l'alimentation ;
- Services et Equipements : Carburant, Mazout, pièces rechanges, consommables
- Infrastructures : Routes, Aéroports, Ports, TIC ;
- Agriculture : équipement, intrants, technologies agricoles.

IV Difficultés rencontrées :

Devant l'ampleur des défis à relever, le CNDD n'a eu d'autre choix que de s'attaquer de front à tous les problèmes à la fois, qu'ils soient d'ordre politique ou économique.

Dans ce cadre, la Guinée bénéficie du soutien mesuré des organisations sous-régionale (CEDEAO) et régionale (Union Africaine), ainsi que des partenaires au développement bilatéraux et multilatéraux (pays amis, Union européenne, ONU), au sein du Groupe international de contact. Ce Groupe a déjà tenu trois sessions à Conakry, qui ont été l'occasion d'examiner avec toutes les parties prenantes guinéennes, les modalités d'appui au processus de transition.

Les difficultés rencontrées par le CNDD dans l'accomplissement de sa mission se résument comme suit:

- insuffisance des ressources financières et matérielles pour le bouclage de l'enregistrement des électeurs et du budget électoral, le gap financier s'élevant à 17. 781.. 187 dollars USA, soit 12.600.000 euro;
- manque d'appui des bailleurs de fonds pour la réalisation du programme minimum d'urgence de la transition;
- retard dans la mise en place du Conseil National de Transition (CNT), chargé du toilettage de la Loi fondamentale et des autres textes organiques;
- fortes revendications sociales liées à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, dans un contexte budgétaire tendu.

Tous ces facteurs combinés ont conduit le Président du CNDD, en dépit de sa volonté d'adhérer strictement au chronogramme de la transition, à demander aux forces vives de se concerter et de lui soumettre, dans les meilleurs délais, un calendrier réaliste et réalisable du processus électoral devant aboutir au retour à l'ordre constitutionnel en Guinée..

V Perspectives :

Malgré la condamnation de principe, par la communauté internationale, de la prise de pouvoir par les forces armées guinéennes, il reste évident que cet évènement a recueilli l'assentiment des populations qui se sont engagées à accompagner le processus de transition initié par le CNDD.

La détermination du CNDD d'organiser des élections démocratiques, libres et transparentes, maintes fois réitérée par Son Excellence le Capitaine MOUSSA DADIS CAMARA, ne fait également l'objet d'aucun doute. A cet égard, les travaux relatifs à la définition des attributions respectives du CNDD et du CNT, avant la mise en place de ce dernier, touchent à leur fin et les textes subséquents seront bientôt publiés.

Ainsi, si la communauté internationale tient au retour à l'ordre

constitutionnel en Guinée, conformément au calendrier établi, comme en font foi les déclarations d'intention de plusieurs partenaires au développement, il y a lieu alors qu'elle se décide, par des contributions concrètes, à appuyer non seulement le processus électoral, mais aussi le programme minimum d'urgence de la transition.

Cet accompagnement s'avère nécessaire pour l'atténuation de la demande sociale, la restructuration des forces de défense et de sécurité et la réforme du système judiciaire. Une contribution supplémentaire est également requise pour le bouclage du budget des élections.

A tout cela, s'ajoutent la levée des mesures conservatoires de l'Union européenne pour les projets liés à la restauration de l'autorité de l'Etat, la négociation et la conclusion du 10ème FED et l'appui pour l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE.

C'est seulement à ce prix que la Guinée , après 50 ans d'indépendance caractérisés par un parcours chaotique, pourra retrouver le chemin de la bonne gouvernance, de la démocratie consensuelle, de l'Etat de droit et du développement harmonieux et intégré.

Je vous remercie

Discours rapporté par Alia Marco, correspondant Permanent de Aminata.com
aliamarco2001@yahoo.fr +224 60 20 84 92

[< Prev](#)

[Next >](#)